

Stéphane Rossini
Président du Conseil national

Science, société et intérêt général

Monsieur le Président, Messieurs les Doyens,
Mesdames et Messieurs les Professeurs, assistants et étudiants,
Mesdames et Messieurs les représentants des autorités
politiques,
Mesdames et Messieurs,

Permettez-moi, en préambule, de vous signifier tout le plaisir qui est le mien de m'exprimer devant vous à l'occasion de votre Dies academicus. Dans ce pays, où les élus du Peuple sont qualifiés de politiciens « de milice », il s'avère que le monde académique est pour moi celui de l'activité professionnelle. Comme assistant, collaborateur scientifique, chercheur, puis professeur, il m'a été donné de vivre l'Université et les Hautes écoles de l'intérieur, à Neuchâtel, Genève, Fribourg et Lausanne.

25 ans de recherche, d'enseignement et de direction de cursus dans le domaine passionnant de la protection sociale, à savoir des politiques sanitaires et sociales helvétiques, m'ont permis de vivre à la fois les divers statuts de celles et ceux qui font l'institution universitaire et les modalités de fonctionnement des organismes qui y sont associés, notamment ceux qui accèdent ou financent.

J'y ai aussi vécu les collaborations interinstitutionnelles, parfois compliquées, mais toujours enrichissantes et plus que jamais nécessaires. Ce sont elles qui m'ont rapproché du Tessin. Je pense surtout à la réalisation de deux recherches financées par le Fonds national de la recherche scientifique. Une première, dans le cadre du PNR45 sur l'Etat social, consacrée à la problématique des « pauvretés cachées » et entreprise en partie avec le Prof. Christian Marazzi et d'autres chercheuses de la SUPSI. Une deuxième ensuite, consacrée à la « cohérence du système suisse de santé », dont les co-requérants furent mes collègues tessinois Iva Bolgiani et Riccardo Crivelli, chargés de cours à l'Université de Genève et à l'époque également collaborateurs du service tessinois de la santé publique. Le

collaborateurs du service tessinois de la santé publique. Je pense aussi à diverses collaborations personnelles, notamment avec les économistes Martino Rossi et Gianfranco Dommenighetti.

En regard de cette interaction étroite entre vécu professionnel et engagement politique, vous comprendrez que votre invitation est un grand honneur. De plus, en invitant le Président du Conseil national, votre Université honnore également cette haute Assemblée démocratique. Vous tissez donc des liens, dans un pays complexe où renforcer la cohésion nationale doit être sans cesse une préoccupation. Je vous en remercie.

Comme vous le remarquez, je m'exprime en français, mon nom ne trahissant que mes origines tessinoises. Ne pratiquant pas la langue de mes ancêtres, qui ont quitté le village d'Inzone dans le Valcolla en 1868 pour rejoindre le Valais, j'ai délibérément renoncé à l'utilisation de l'anglais, malgré les velléités du Fonds national de la recherche !

Cet utilitarisme linguistique ne me semble guère propice au respect et à la défense de nos diversités culturelles et linguistiques. Une richesse que d'ailleurs seuls les tessinois manient avec éloquence, faisant, par leurs connaissances du français et de l'allemand, des envieux dans tout le pays. Par cette maîtrise des langues nationales vous traduisez par les actes une farouche volonté de Vivre ensemble. Elle est une des plus belles contributions à la cohésion sociale et nationale de la Suisse.

L'Université de la Suisse italienne figure parmi les fleurons de la Suisse de la science, une Suisse que j'aime qualifier « de l'intelligence ». Après de nombreuses années d'engagement et de luttes, l'USI a vu le jour. Dans un pays multiculturel, il était fondamental que la formation universitaire ait aussi sa place en Suisse italienne. Ce qui semble aller de soi aujourd'hui fut en réalité un long et difficile cheminement. Au-delà du succès académique, l'USI est l'affirmation d'une région et de la culture italophone. Comme représentant de la minorité francophone et d'un canton non universitaire, votre dynamisme me réjouit. L'USI peut être fière du chemin parcouru.

Par ses activités de recherche et d'enseignement, l'USI

contribue évidemment à la production des savoirs, les transmet à notre population, tissant ainsi le lien entre savoirs et société. Ce lien constitue l'essence même de l'Université. Il inscrit l'intelligence au cœur de la Cité. Il fait de l'intelligence, et de la bonne compréhension de la société et de son fonctionnement, un des éléments déterminants de l'action de bonne gouvernance qui dicte les règles du Vivre ensemble : la politique, au sens le plus noble de son acception.

Je vois dans l'Université, comme dans toutes les Hautes écoles, l'indispensable contribution à la construction et la diffusion des connaissances. J'y vois une contribution déterminante à la définition des règles de cohabitation entre les uns et les autres ; une contribution à la recherche et à l'innovation par des transferts technologiques au service d'une prospérité partagée ; une contribution au dépassement du sens commun et des « a priori » par la capacité de forger une lecture critique et constructive des modes de vie.

D'expérience, je sais l'importance de la recherche et à quel point elle influence au quotidien les transformations de notre société. Pourtant, d'expérience, je sais aussi que l'institution universitaire court un risque, celui d'une évolution marquée par une perspective de fonctionnement auto-centré sur elle-même. La science pour la science, la recherche pour la recherche, c'est une tendance qu'il nous incombe d'observer de manière critique et lucide.

Prenons garde que les manières d'appréhender et d'évaluer les activités de cette noble institution ne privilégient des mécanismes réduisant par exemple la publication des savoirs à des espaces confinés aux seuls scientifiques, par l'entremise de revues scientifiques si pointues et au public si restreint qu'elles en deviennent, certainement malgré elles, une sorte de miroir aux allouettes. Marginaliser, pour le moins dans certaines disciplines, la société et l'intérêt général pour imposer aux chercheurs des exigences parfois absurdes de course aux publications et aux classements internationaux doit nous interpeller. Ne sous-estimons pas le danger d'accroître le fossé entre science et société, voire celui de nous emporter dans des logiques à plus-value scientifique discutables et aux surcharges technocratiques et administratives épuisantes et

dommageables.

La double perspective d'homme politique et de chercheur en sciences sociales me convainc que les sciences sont un formidable moteur de changement, qui marque de leur empreinte notre quotidien. Et puis, plus de savoir c'est moins d'arbitraire dans les processus de décision. C'est aussi plus de pertinence, parfois même plus de justice. Qu'il s'agisse d'économie, d'environnement, de transports, d'énergie, de santé ou d'action sociale, mais aussi de sécurité, la gestion publique et les exigences de bonne gouvernance supposent une forte capacité de construire et d'associer des connaissances plurielles. Qui mieux donc que l'Université, positionnée au cœur de l'inter- et de la transdisciplinarité, pourrait mieux faire ce lien entre savoirs et transformation des politiques publiques.

Enfin, cette tribune est pour moi l'occasion d'évoquer le statut parfois précaire de nombreux collaborateurs de nos Universités, parmi lesquels les chercheurs, les assisants ou les doctorants. Je pense à l'absence fréquente de perspectives à long terme et aux gaspillages de compétences par des ruptures dans les processus de recherche ou les statuts. Devoir se séparer de personnes qualifiées et aguerries fait certes sens dans une dynamique de formation, mais lorsque l'on privilégie la course à la performance, plus particulièrement dans les sciences humaines, on ampute ce faisant l'institution de compétences performantes et de ressources concurrentielles, on affaiblit son potentiel d'excellence. Vous l'aurez compris, je milite pour un véritable statut de chercheur dans ce pays, au service de la continuité et de la qualité des productions scientifiques.

Je considère enfin en matière d'efficience que certains axes d'évaluation de nos Hautes écoles sont à repenser. Une efficacité qui se rapporte d'abord à la capacité de penser et à celle de transmettre les savoirs doit retrouver une place légitime dans ces processus. On ne saurait privilégier sans réserve critique les stratégies de course aux subsides et aux contrats de recherche ou celles fondées sur le nombre de publications et de conférences pour satisfaire d'abord les critères nécessaires aux classements internationaux. C'est insuffisant.

Au-delà de mon propos engagé, parfois critique, je considère

que l'Université est un espace merveilleux, une chance inouïe pour notre jeunesse et notre population ; un outil exceptionnel pour la société, qui bénéficie de ses enseignements, de la recherche qui y est entreprise et des échanges de toute sorte qui s'y pratiquent ; un privilège pour celles et ceux qui la font vivre et lui donnent sens. L'Université doit donc vibrer avec le monde et le nourrir.

La science vit dans la Cité et ne fait sens que pour la Cité. L'Université est un instrument essentiel au Vivre ensemble. Elle doit continuer de l'être, au nom de l'intérêt général.

[Retour](#)